

7 SEPTEMBRE 2015

AG/PAL/1343

« L'expansion des colonies israéliennes est la « cause première » de l'escalade de la violence dans les territoires palestiniens occupés », a déclaré M. Ban Ki-moon

- ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

BRUXELLES, 7 septembre – Les activités de colonisation illégales menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés sont contraires à la solution à deux États, a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, dans son message à la Réunion internationale sur la question de Palestine qui s'est ouverte à Bruxelles ce matin. « La politique d'expansion territoriale perpétuelle et le climat d'impunité qui entoure les activités des colons sont les causes premières de l'escalade de la violence dans les territoires palestiniens occupés », a-t-il souligné.

Sur le thème « Les colonies israéliennes, obstacles à la paix – des solutions possibles pour l'avenir », la Réunion internationale de deux jours compte discuter, entre autres, de l'impact des colonies, du rôle de la communauté internationale et des organisations régionales, du cadre juridique, des lignes directrices de l'Union européenne sur l'importation et l'étiquetage des biens produits dans les colonies et de l'action menée par les parlementaires, la société civile et les autorités locales.

Le Secrétaire général de l'ONU a déclaré que la situation sur le terrain continuait d'être préoccupante. Un an après le conflit désastreux de Gaza, la sécurité et l'espoir « sont au plus bas », à la fois en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Il s'est également montré préoccupé par le niveau de violence des colons envers les civils palestiniens. Si les signes montrent que le Gouvernement israélien a renforcé ses efforts pour atténuer les dangers et poursuivre les auteurs de la violence, ledit Gouvernement doit faire le maximum pour honorer ses obligations, s'agissant, en particulier de la protection de tous les civils, y compris ceux vivant sous son occupation.

En condamnant les récents tirs de roquettes de Gaza sur Israël et la violence contre des Israéliens en Cisjordanie, M. Ban a pressé les leaders de tous bords d'empêcher de tels actes, de ne pas laisser les extrémistes envenimer la situation et de prendre le contrôle de l'agenda politique. Le Quatuor –qui comprend les Nations Unies, la Fédération de Russie, les États-Unis et l'Union européenne– ainsi que la Ligue des États arabes, l'Organisation de la coopération islamique, et toutes les parties prenantes, doivent jouer un rôle actif.

Dans son discours, le Ministre des affaires étrangères de l'État de Palestine, M. Riad Malki, a précisé qu'il existait à l'heure actuelle quelque 250 colonies illégales en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, hébergeant au moins 600 000 colons juifs israéliens sur plus de la moitié du territoire. « Soyons clair » a-t-il déclaré, en soulignant que la question des colonies ni une question d'immobilier ni une question d'unités d'habitation, comme cela a souvent été fallacieusement décrit. Les colonies ont été pensées pour réaliser un but stratégique et dévastateur: l'appropriation des propriétés palestiniennes au mépris de la loi pour chasser les Palestiniens de leur terre et créer une nouvelle réalité démographique. Les colonies sont la forme la plus brutale d'épuration ethnique.

M. Malki a déclaré que l'étiquetage des biens produits dans les colonies israéliennes par l'Union européenne était un premier pas positif, quoique tardif et insuffisant. Il faut faire comprendre à l'État d'Israël qu'il ne peut continuer à tirer profit de l'oppression du peuple palestinien en exploitant ses ressources naturelles. Le Conseil de sécurité a le devoir de principe de faire cesser cette occupation insidieuse. Dans le but de préserver la solution à deux États basée sur les frontières de 1967, des mesures efficaces doivent être mises en place d'urgence pour contrer ces actions illégales, dont la colonisation et les attaques terroristes menées par des groupes de colons, a-t-il conclu. Un geste concret dans cette direction serait la reconnaissance immédiate d'un État palestinien.

Le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, M. Fodé Seck (Sénégal), a insisté sur le fait que tant du point de vue de la communauté internationale que du droit international, les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés étaient clairement illégales. Il a rappelé que le Conseil de sécurité a déclaré que les colonies israéliennes « constituent une grave obstruction à une paix totale, juste et durable au Moyen-Orient », et appelé les États « à ne fournir à Israël aucune assistance qui pourrait être spécifiquement utilisée en rapport avec les colonies dans les territoires occupés ». La communauté internationale a un rôle important à jouer, pas seulement pour un statut final juste et durable, mais également pour les droits du peuple palestinien, conformément au droit international. Le Président du Comité a salué les efforts déployés récemment par l'Union européenne pour renforcer sa politique vis-à-vis des colonies israéliennes et de leurs produits.

Le Secrétaire général adjoint des affaires de la Palestine de l'Organisation de la coopération islamique, M. Samir Bakr Diab, a demandé à la communauté internationale de mettre un terme à toute activité illégale menée par Israël, incluant la construction de colonies, l'érection du mur de séparation, l'usage de la force et la violation des principes du droit international. Il a tenu à rappeler qu'Israël refuse toujours d'appliquer l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice (CIJ).

À son tour, son homologue de la Ligue des États arabes, Mme Haïfa Abou Ghazaleh, a lancé un appel à la fin de l'occupation israélienne. Elle a dénoncé la politique de colonisation et la « judaïsation » de Jérusalem qui contreviennent aux instruments juridiques internationaux. La « politique d'apartheid » d'Israël envers les Palestiniens doit prendre fin, a-t-elle dit, et un État palestinien doit être créé, avec Jérusalem-Est comme capitale. Le Conseil de sécurité doit prendre des mesures contraignantes et la communauté internationale et le Quatuor doivent envoyer un message ferme à Israël. Ils doivent passer de la simple condamnation à une pression concrète.

PALESTINIAN ISSUES

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.